

## L'application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863 dans la province d'Alger

*The Implementation of the Senatus-Consultum of April 22<sup>nd</sup> 1863 in the Algiers  
Province*

**Alain Sainte-Marie**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/13276>

DOI : 10.4000/cdlm.13276

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2020

Pagination : 155-167

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Alain Sainte-Marie, « L'application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863 dans la province d'Alger », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 100 | 2020, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 07 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/13276> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.13276>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 mars 2021.

© Tous droits réservés

---

# L'application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863 dans la province d'Alger

*The Implementation of the Senatus-Consultum of April 22<sup>nd</sup> 1863 in the Algiers Province*

Alain Sainte-Marie

---

- 1 Les archives des enquêtes menées en application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863 et de la loi du 28 avril 1887 ont été utilisées à plusieurs reprises. Toute étude locale ou régionale y recherche des points de repère sur la structure foncière, la société et l'économie rurale. Les travaux de André Nouschi et Xavier Yacono les ont utilisées<sup>1</sup> ; une monographie régionale<sup>2</sup> en fait sa source à peu près unique. À l'heure actuelle, où, avec l'étude de l'impact de la colonisation et les projets de réforme agraire, les questions foncières prennent une acuité particulière, des DES, des mémoires de maîtrise, des thèses de troisième cycle, y glanent quelques renseignements<sup>3</sup>.
- 2 Il n'existe cependant aucune étude d'ensemble, à l'échelle de l'Algérie, de l'application du Sénatus-Consulte et de l'état de la propriété et du monde rural algérien avant et au moment de son application. Nos recherches se sont limitées à la seule province d'Alger. Nous avons consulté tous les dossiers des tribus soumises au Sénatus-Consulte car il nous a paru difficile de procéder à des sondages, les travaux des commissions d'enquête, brutalement interrompus le 19 décembre 1870, étant ponctuels. Commissions et sous-commissions ont travaillé en ordre dispersé en fonction des décrets de soumission et des instructions du Gouverneur Général ou du général commandant la province. Le service forestier et surtout le conseil consultatif du Gouvernement Général se chargeant d'établir une jurisprudence à partir des cas d'espèce qui leur étaient soumis et de donner ainsi l'unité indispensable.
- 3 Nous avons donc analysé les dossiers de 96 tribus où les opérations du Sénatus-Consulte étaient achevées et homologuées à la date du 19 décembre 1870 ; depuis, nous avons consulté une vingtaine de dossiers concernant des tribus où l'application du

Sénatus-Consulte était très avancée mais non sanctionnée par la publication des décrets de délimitation et de répartition. Pour utiliser complètement les archives du Sénatus-Consulte de 1863 il reste donc un double élargissement à poursuivre : en effectuant la même étude pour les provinces d'Oran et de Constantine<sup>4</sup> ; mais aussi en rattachant cette mesure aux lois postérieures qui l'ont reprise et remaniée. Il est rare que l'on puisse la relier à des travaux antérieurs. L'application des ordonnances de 1844 et 1846 ne concernait pas, sauf exception, les mêmes territoires. Les cantonnements effectifs en 1863 ne touchaient que deux tribus : les Ouled Kosseir et les Abid et Feraïlia situées toutes deux dans la vallée du Chélif<sup>5</sup>.

- 4 La plupart des chercheurs qui ont utilisé les archives du Sénatus-Consulte en soulignent l'intérêt. Il nous est arrivé d'être déçu de ne pas trouver plus de détails sur la répartition de la propriété à l'intérieur de la tribu, de constater que les thèses personnelles de membres des commissions et sous-commissions l'emportaient parfois sur l'analyse des faits, que les renseignements sur l'histoire de la tribu et la nature de la propriété étaient de valeur très inégale, que les bases cadastrales étant pratiquement inexistantes tout raisonnement précis sur les surfaces était aléatoire, etc. Ayant commencé à prendre connaissance des dossiers des lois foncières du 26 juillet 1873 et du 28 avril 1887, nous avons mieux compris la valeur des archives du Sénatus-Consulte de 1863. Aussi imparfaites qu'elles soient elles sont généralement plus intéressantes et plus sûres.
- 5 Le regroupement des séries de données nous a conduit à des conclusions qui nous paraissent, en raison du nombre de dossiers utilisés, affranchies de la subjectivité des membres des commissions et de la valeur inégale de leurs travaux. Elles ne sont cependant valables que pour la partie tellienne de la province d'Alger, la diversité des conditions naturelles et humaines empêchant de les généraliser à l'ensemble de l'Algérie. Elles s'ordonnent autour de deux thèmes : l'état de la propriété foncière et de la société rurale au début de la colonisation et ses modifications lors de l'application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863.

## **L'État de la propriété foncière et de la société rurale algérienne avant l'application du Sénatus-Consulte de 1863**

### **Quelques renseignements sur l'évolution historique de la partie tellienne du Maghreb central**

- 6 L'un des éléments importants de chaque dossier est l'aperçu historique plus ou moins étoffé, plus ou moins intéressant. Les déplacements de la tribu et les conditions de son installation sur son territoire actuel prennent souvent des aspects légendaires. Les renseignements généralement incomplets et discontinus sont extraits des traditions de la tribu, de la mémoire des anciens et éventuellement complétés par des indications puisées dans Ibn Khaldoun<sup>6</sup>.
- 7 Si l'on est assez bien renseigné sur l'évolution d'ensemble des royaumes berbères ou de la Régence d'Alger, on ignore à peu près tout de l'histoire des vastes confédérations dont les alliances et les affrontements ont rythmé la vie intérieure du Maghreb central. L'histoire particulière de chaque tribu nous est à plus forte raison inconnue. Dans ces

conditions, si le regroupement de l'ensemble des aperçus historiques ne procure aucune révélation, chacun reste la base d'une monographie tribale.

- 8 La tribu porte souvent le nom d'un ancêtre que les traditions font volontiers venir du Maroc. Il s'agit neuf fois sur dix d'un pieux personnage dont les descendants jouissent du prestige des familles maraboutiques, voire *chorfa*. Les descendants ne forment qu'une ou plusieurs fractions (*ferka*) de la tribu qui a été complétée par l'adjonction de fractions diverses, venues parfois de très loin, à des époques variées. Si localement les mouvements de population se poursuivent au-delà de la conquête française, la fixation de la tribu dans sa composition en 1863 et sur le territoire délimité par les commissions du Sénatus-Consulte est dans la plupart des cas antérieure à la domination turque. La division en *ferka* persiste, mais ces tribus ont atteint une grande cohésion.
- 9 Sans entrer dans le subtil et arbitraire classement en berbères et arabes que cherchent à effectuer les commissions, on constate que le substrat de la population tellienne est berbère et que ce n'est guère qu'au <sup>XIV</sup><sup>e</sup> siècle que les tribus arabes venues avec les invasions hilaliennes et rejetés aux marges du Tell commencent à remonter vers le nord et à occuper bassins, plaines et vallées. À l'exception du cœur des massifs montagneux (Dahra, Monts de Miliana, Atlas blidéen, Ouarsenis, Kabylie) l'arabisation est en progrès constant, mais certaines des coutumes berbères qui réglaient les successions et les transactions subsistent et écartent, contrairement au rite malékite du droit coranique en usage en Algérie<sup>7</sup>, les filles de l'héritage.

### Des conditions de l'installation du groupe découlent certains aspects de l'appropriation du sol

- 10 Nous n'avons que peu de renseignements sur ce qui s'est passé avant l'arrivée des Turcs. Par achat peut-être, par la violence plus souvent, ou plus simplement parce que de vastes terrains étaient vacants et en friche, un groupe s'est installé. Pour faire face aux nécessités de la mise en valeur et de la défense, il a attiré (parfois il a dû les accepter) d'autres groupes. Il n'est pas aventureux d'envisager un partage entre les chefs des principales familles, partage complété ou remanié lors de l'adjonction d'autres groupes. Ce serait là l'une des raisons de l'indivision largement répandue et s'étendant parfois sur plusieurs générations que l'on rencontre partout où l'absence d'obstacles naturels permet la mise en valeur de grands espaces d'un seul tenant ; cette indivision permet aussi de pallier les inconvénients du régime successoral coranique qui entraîne un grand morcellement des propriétés.
- 11 Dans les régions montagneuses du Tell, notamment en Kabylie, le morcellement naturel du terroir, la simplification du partage successoral ont conduit à l'existence d'une propriété divise pleinement constituée et matérialisée par des haies ou des murettes de pierres sèches. La présence de fortes densités entraînant même, tout au moins en Kabylie, un émiettement excessif des exploitations.
- 12 Dans les régions semi-arides, à la limite des hautes plaines notamment, où le parcours et le semi nomadisme l'emportent, il n'est, sauf auprès des points d'eau, qu'un territoire tribal aux limites incertaines avec des terres contestées entre tribus (les « *bled el baroud* »). Sur ces terres où l'occupation humaine est très lâche, chacun fait pâître ses troupeaux et laboure selon ses possibilités. C'est de ce mode d'appropriation du sol que les juristes de la colonisation ont fait découler la notion si controversée dans son existence et ses caractères de terre *arch* (tribale)<sup>8</sup>.

- 13 Ce ne serait donc pas uniquement l'ancienneté de l'installation qui donnerait à la possession du sol les caractères d'une propriété privée, librement aliénable, proche dans ses caractères de la propriété en droit français et appelée propriété *melk*. Mais bien davantage les conditions de l'occupation du sol et notamment la stabilité sur un même terroir, sa mise en culture régulière et évidemment l'absence de tout droit beylical (domaine de l'État). C'est ainsi que les Heumis installés sur la rive gauche du Chélif en sont chassés vers 1780 par leurs voisins et refoulés dans le Dahra où ils s'installent. Les opérations du Sénatus-Consulte classent les terres qu'ils occupent depuis moins d'un siècle dans le groupe des *melk* car les Heumis avaient procédé à une répartition définitive des terres sur lesquelles ne pesait aucune prétention du Beylik et transposé leur mode habituel de faire-valoir. La prescription acquisitive a fait le reste.
- 14 Il est donc vain de demander aux occupants du sol des actes constitutifs de propriété sauf en cas d'achat au Beit-el-Mal. Les titres produits par les intéressés lors des opérations du Sénatus-Consulte ne constituent pas la propriété ; ils ne font qu'en constater l'existence à l'occasion d'une vente, d'une donation, d'une mise en gage ou vente à réméré (*rahnia*, *tsénia*), de l'établissement d'un *habous* ou d'une contestation portée devant un *cadi* ou un *medjelès*. Lorsqu'une terre a été possédée privativement mais sans faire l'objet d'un écrit, les intéressés n'ont d'autres preuves à fournir qu'une occupation traditionnelle, paisible et le poids de la notoriété. Toute mesure foncière qui subordonne la preuve de la propriété à la production d'un acte écrit est donc spoliatrice dans son essence<sup>9</sup>. Le Sénatus-Consulte a eu la sagesse de renoncer à cette exigence<sup>10</sup>.
- 15 Les terres non cultivées, non vivifiées sont considérées comme vacantes et à ce titre récupérables, à n'importe quel moment, par un particulier ou un gouvernement désireux de les mettre en valeur.

## Le domaine de l'État turc et le problème des forêts

- 16 En s'emparant du Maghreb central, les Turcs ont récupéré les biens des souverains qui les avaient précédés, notamment quelques propriétés de la dynastie *zyanide*. Plus souvent, ils se sont emparés de terres abandonnées par leurs occupants réfugiés dans les montagnes, ou confisquées sur des tribus insurgées. Ce fonds forme ce que les commissions appellent les « biens du Beylik », situés en plaine ou dans les vallées, autour des grandes villes ou le long des axes de pénétration. L'utilisation de ces terres était diverse, les unes étaient gérées directement par le Beit-el-Mal qui y nommait un *oukil*, les autres, plus nombreuses étaient louées à des groupes, voire à une tribu, ou concédées en apanage à des hauts fonctionnaires (*azel*). Les tribus *maghzen* recevaient la jouissance de la terre moyennant une redevance symbolique et le service armé. Le Beit-El-Mal avait aliéné quelques-uns de ses biens en les vendant à des groupes qui les avaient ensuite répartis proportionnellement à l'apport de chaque famille (Hassin ben Ali de la région de Médéa).
- 17 L'article 5 du Sénatus-Consulte de 1863 confirme le paragraphe 4 de l'article 4 de la loi du 16 juin 1851 : « le domaine de l'État se compose des bois et forêts sous la réserve des droits de propriété et d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de la présente loi ». Les commissions sont assez perplexes ou partagées. Les unes sont prêtes à admettre une propriété privée assez vaste, les autres hésitent entre propriété tribale ou beylicale. À l'époque turque et au-delà les massifs boisés étaient grignotés sur leurs marges ou troués d'enclaves labourées et les propriétaires de ces parcelles y annexaient

volontiers les broussailles et les bosquets voisins dans la mesure de leurs besoins ; les tribus considéraient les forêts comme partie intégrante de leur territoire, quitte à accepter des servitudes au profit de tribus voisines ; l'État enfin ne se gênait pas, à proximité des côtes, pour y exercer des coupes destinées surtout aux constructions navales, mais il n'était qu'un usager parmi tant d'autres avec simplement de plus gros besoins. Il est en effet incontestable que chaque habitant de la tribu pouvait exercer de larges droits d'usage sur les forêts de son territoire jusqu'à leur soumission au régime forestier, y prélevant bois de chauffe, de construction, etc., y conduisant ses troupeaux, mais il ne serait venu à l'idée d'aucun de vendre ou de constituer *habous* une parcelle de forêt, ce qui se faisait par contre pour les terres voisines et les « broussailles y attenantes ». Au total une *res nullius* <sup>11</sup>.

## Quelques caractères de la société rurale algérienne au moment de la pénétration française

- 18 Les relations sociales s'établissaient à plusieurs niveaux : famille patriarcale, *decheria* ou *ferka*, tribu et confédération, chacun recouvrant un espace différent. La famille patriarcale correspond à un hameau (le douar au sens strict du terme) ou à un cercle de tentes et à une propriété indivise. Sauf en région montagneuse où les coutumes berbères écartent les femmes de l'héritage, l'indivision est fréquente, plus ou moins vaste, plus ou moins durable. Le problème de la participation des femmes à l'héritage qui complique les successions et risque de faire rentrer par mariage un étranger dans la propriété familiale préoccupe cette société<sup>12</sup>. Il est assez fréquent que les filles ne reçoivent leur part qu'en meubles (argent ou bestiaux) ou soient déshéritées par le jeu des constitutions de *habous*.
- 19 Le groupe le plus cohérent nous paraît être la fraction qui groupe, vraisemblablement, la descendance d'un même ancêtre. C'est à l'intérieur de ce groupe que les pratiques communautaires (*touiza* pour la moisson, l'entretien des *segua*, etc.) sont les plus vivantes. Quand le Sénatus-Consulte partage la tribu en douars, il ne disloque pas totalement la société algérienne dans la mesure, et c'est le cas le plus fréquent, où il respecte l'intégrité des fractions.
- 20 La tribu est formée par la réunion d'un nombre variable de fractions ; il peut y en avoir plus de vingt. Elle forme un cadre institutionnel avec un *cheikh*, une *djemaa*, organe de décision, d'arbitrage et de répartition de l'impôt... À l'intérieur de ses limites, les habitants vivent et se déplacent notamment lors des migrations saisonnières pour l'élevage<sup>13</sup>. Certaines portions de son territoire sont utilisées en commun : sources, parcours, forêts. Le Sénatus-Consulte n'en transforme qu'une partie en communaux. Si l'on fait abstraction des partages et des distractions territoriales intervenus entre 1830 et 1863, les dimensions d'une tribu étaient très variables. Les grandes tribus cohérentes représentaient à elles seules une puissance avec laquelle devaient compter les Turcs. Les vicissitudes de l'histoire avaient réduit d'autres à d'humbles proportions. Leur faiblesse était compensée par l'appartenance à un ensemble plus vaste ; beaucoup de tribus n'ont d'autre histoire que celle des confédérations auxquelles elles se rattachent. Les regroupements en ligue, les affrontements de ces confédérations semblent bien être l'élément directeur de la vie politique interne du Maghreb central à toutes les périodes et les rivalités séculaires ressurgissent intactes à la chute des Turcs.

- 21 Bien que dominée par la notion de groupe cette société n'est pas égalitaire. Le Sénatus-Consulte ne rentre pas dans le détail des propriétés privées et les archives ne contiennent qu'exceptionnellement des états des biens possédés par chaque chef de famille. Chez les Sbahia (Miliana), les Zemoul (Bordj Menaïel) et les Aribis (Aumale)<sup>14</sup>, on constate que 10 à 20 % des familles contrôlent la majeure partie de la terre cultivée et du cheptel et 20 à 30 % de la population, combinant agriculture et élevage ont des revenus satisfaisants. Cette forte inégalité était atténuée dans une large mesure par l'indivision, les solidarités familiales, les pratiques communautaires (parcours, forêts, vaine pâture, *touiza*, etc.). Au moment de notre étude, la colonisation a déjà bouleversé cette société, mais il apparaît encore que les grandes propriétés appartenaient à des familles maraboutiques influentes qui les avaient constituées grâce à des donations et des actes de *habous* établis à leur profit ; en contrepartie, ils devaient souvent entretenir une zaouïa ou s'enseignaient l'arabe et le Coran et où se formaient des *tolba* et ils avaient des obligations d'assistance. Plus rarement des Djouad (« noblesse militaire ») s'étaient taillés un pouvoir et un domaine par la force des armes.
- 22 Telle quelle, cette société semble, vers 1830 relativement harmonieuse. Les formes de solidarité, l'importance des terrains de parcours et des forêts, le faible essor démographique et des densités moyennes de l'ordre de 20 à 30 habitants au Km<sup>2</sup> permettaient un équilibre population-ressources avec la possibilité d'une céréaliculture extensive à jachère biennale complétée par un important élevage. Cet équilibre se situe cependant à un niveau assez bas avec des techniques productives bien adaptées à des conditions climatiques ou pédologiques marginales mais insuffisantes pour les terroirs plus fertiles des bassins, plaines et vallées du Tell, avec l'absence d'investissements productifs, la précarité de l'existence, etc.
- 23 La colonisation s'introduit après 1830 dans ce monde rural par le biais des opérations militaires, des réformes administratives, de la création de centres et des mesures foncières. L'application du Sénatus-Consulte de 1863 constitue la première opération d'ensemble en territoire militaire.

## L'application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863

### La désagrégation de l'organisation traditionnelle et la constitution des douars

- 24 Un décret, pris par le Gouverneur Général, soumet une tribu aux opérations du Sénatus-Consulte. Le territoire qu'elle occupe formera un ou plusieurs douars-communes mais il ne correspond pas obligatoirement au territoire traditionnel de la tribu.
- 25 Les confédérations ont déjà été disloquées et ne survivent que sous des formes atténuées (Béni Slimane Djebaïlia par exemple) que l'application du Sénatus-Consulte fait totalement disparaître. Les grandes tribus ont été partagées en plusieurs caïdats (Attafs, Ouled Kousseïr, etc.) dont le territoire a pu être amoindri. C'est le cas de la plupart de ceux qui sont limitrophes d'un centre de colonisation. Les distractions territoriales ont été effectuées dans le meilleur des cas par expropriation (avec indemnité) ou échange, mais bien souvent le Domaine, héritier du Beylik turc, s'est considéré comme propriétaire du sol occupé par la tribu (Aribis autour d'Aulmale, Ouled Kousseïr d'Orléansville, Abid et Feraïlia de Duperré). Les tribus de la Mitidja ont perdu

tout ou partie de leur terroir de plaine lors de l'application des ordonnances de 1844 et de 1846<sup>15</sup>.

- 26 Dans l'esprit des auteurs du Sénatus-Consulte il s'agit de poursuivre cette désagrégation en formant des unités assez petites pour ne pas être dangereuses mais suffisamment importantes pour être viables. Les normes ne sont pas définies mais empiriquement les commissions arrivent à un *optimum* de 3 000 habitants. D'après les décrets de délimitation et de répartition<sup>16</sup>, le douar type se situerait à 5 000 hectares, 14 000 habitants et 1 200 F/or de centimes additionnels. Donc des dimensions et une population supérieures à bien des communes rurales françaises. Si les résultats du morcellement ne sont pas spectaculaires (1,6 douar pour 1 tribu) c'est qu'il était déjà bien avancé.
- 27 La *djemaa* conserve son appellation, mais elle est généralisée, institutionnalisée et modifiée dans sa composition. Ses membres, nommés par les autorités françaises, sont choisis parmi ceux qui ont donné des gages de leur soumission ou dont la situation de notable est rassurante. Ils sont chargés, sous le contrôle des bureaux arabes, de gérer le douar et les biens communaux et conservent leur rôle intermédiaire dans la perception des impôts.
- 28 Pour lui assurer une certaine autonomie financière le douar est doté de ressources propres. Dans ce domaine l'inégalité entre douars est très sensible. Chacun bénéficie des centimes additionnels, 18 % du principal, sur les impôts (*Achour* et *Zekkat*). Quelques-uns seulement y ajoutent les revenus d'une forêt, d'un vaste parcours ou d'un marché actif. Le Sénatus-Consulte constitue un nouveau groupe de propriétés : les biens communaux. En plus des immeubles d'utilisation commune, de l'emplacement des *mechtas*, des cimetières (à l'origine établis sur des *melk* et propres à chaque fraction ou hameau) ils comprennent des parcours et des parcelles boisées. Ces dernières représentent moins du quart de la surface boisée du douar et généralement le peuplement le moins intéressant. Les parcours sont en gros les terres en friche au moment de l'application du Sénatus-Consulte. Or, ces parcours formaient une réserve pour étendre les cultures en bonne année, pour faire face à une augmentation de population ou tout simplement pour laisser reposer un sol épuisé. On gêne donc une agriculture et un élevage extensifs surtout dans les régions marginales du Tell, sans donner les moyens de les intensifier sur les parties restantes. Au départ, ces communaux sont pour les *fellah* sans terre une possibilité de subsistance soit en les louant, soit en y menant paître leurs animaux, mais on peut craindre que les membres les plus influents de la *djemaa* ne finissent par les accaparer. Des parcours figés forment donc une première atteinte aux ressources et aux habitudes des habitants du douar ; plus grave est la perte des droits d'usage sur la forêt.

## Les forêts et les biens domaniaux

- 29 En application de l'article 1 du Sénatus-Consulte, l'État a renoncé à se prévaloir, comme il le faisait au moment du cantonnement, de droits sur la terre *arch*. Il entend cependant récupérer les biens qu'il pense détenir comme héritier du Beylik turc ou en vertu des règles du droit musulman ou français. Même achevé, le Sénatus-Consulte n'aurait pas fourni les 900 000 hectares de terres de culture que promettait le comte de Casabianca<sup>17</sup>. Sur les 159 300 ha domaniaux dans les 91 tribus de la province d'Alger où les douars ont été constitués, 92 000 ha, soit 58 % sont des bois et des forêts. Beaucoup



déjà en application de l'article 4 de la loi du 16 juin 1851 avaient été attribués au Domaine et soumis au régime forestier. Le Sénatus-Consulte complète les attributions, précise les limites et accorde une part au douar comme compensation pour la perte des droits d'usage. Dans leur quasi-totalité ceux-ci disparaissent et l'on sait<sup>18</sup> que les ressources des *fellah*, notamment en matière d'élevage, en ont souffert et qu'un conflit permanent les oppose pendant toute la période coloniale et même au-delà aux gardes forestiers. Dans l'esprit des commissions, constamment aiguillonnées par le Service Forestier et le Domaine, il s'agit de conserver un capital déjà bien amoindri<sup>19</sup>, de préserver les sols d'une érosion catastrophique, mais aussi de constituer de vastes lots de chênes-liège ou de résineux pour les concéder à de grandes sociétés. Quelques concessions ont déjà été effectuées dans l'Algérois mais l'exploitation est difficile par manque de main-d'œuvre et de voies de communication.

- 30 Les grandes sociétés sont à l'œuvre en Algérie sous le Second Empire<sup>20</sup>, la voie ferrée Blida-Oran s'achève (les tribus situées sur son tracé ont été systématiquement soumises au Sénatus-Consulte) et la plupart des terres de culture classées dans le groupe domaine de l'État et situées le long de la vallée du Chélif ont été attribuées à la Société Générale Algérienne, soit près de 6 000 ha pour la province d'Alger. Ces terres, comme la plupart des terres de culture attribuées au Domaine dans cette province, sont d'anciennes fermes du Beylik, des campements de *smala*, des terres confisquées par les Turcs. On est surpris d'y trouver peu de biens en déshérence, peu de *habous* parvenus à dévolution. En dehors des intérêts privés et des considérations religieuses qui ont entraîné de nombreuses dissimulations la procédure même du Sénatus-Consulte, qui n'entre pas dans le détail du groupe *melk* et qui se fie largement aux déclarations des intéressés, a contribué à minimiser l'importance de cette source de biens domaniaux.
- 31 Des territoires plus notables ont été récupérés sur les « Bled el baroud », terres contestées, déclarées vacantes et sans maître et donc attribuées au Domaine. Ce sont des lots assez vastes sur lesquels il peut envisager de créer des centres de colonisation. Mais comme pour les terres *azel* ou *maghzen* il faut compter sur les droits des populations en place, souvent installées depuis plusieurs générations. On leur applique les règles définies pour les *azel* du Constantinois et on aboutit à une transaction qui ressemble étrangement à un cantonnement. Ne sont conservés que les occupants nés sur cette terre et y ayant les tombes de leurs ancêtres, et sur une portion proportionnelle à leurs besoins et à leurs moyens de culture. Encore quelques milliers d'hectares récupérés ou accaparés par le Domaine. Au total, assez peu de chose et peu de lots homogènes utilisables pour la création de centres de colonisation. Il est vrai que le Sénatus-Consulte ne revient pas sur le passé, et que les opérations antérieures sont confirmées même si quelques familles spoliées reçoivent des compensations lors des opérations du Sénatus-Consulte.

## Terres *melk* et terres collectives de culture

- 32 Dans la partie tellienne de la province d'Alger, la propriété privée, le *melk*, l'emporte largement, (plus de 75 % de la surface soumise au Sénatus-Consulte), plus largement même que ne le laisse apparaître les chiffres. Car certains groupes classés « domaniaux contestés » feront retour aux particuliers après jugement, car pour les *azel*, les terres *maghzen*, etc., le caractère collectif de l'attribution n'est que provisoire et la constitution, de la propriété individuelle ne sera que la reconstitution, sur une portion

de l'ancien terroir, du mode traditionnel d'occupation. L'aliénation des terres *melk*, même en territoire militaire, est libre et doit permettre à la colonisation privée de se développer. Mais l'absence de cadastre, et de titres de type français, la délimitation globale des groupes *melk*, la permanence de l'indivision et du droit de *chefaa*, sans compter le décret du 31 décembre 1866<sup>21</sup>, en limitent singulièrement la portée. Les colons et leurs porte-paroles<sup>22</sup> jugent donc qu'il s'agit d'une œuvre néfaste dans son principe et dans son application, d'autant plus que cette application est incomplète.

- 33 Les terres collectives de culture représentent moins de 4 % de la surface des mêmes tribus. On définit ces terres, dites *arch*, comme la possession collective d'une tribu (ou d'une fraction), inaliénable, transmissible seulement par les mâles, redistribuée périodiquement et faisant retour au groupe en cas de non mise en valeur. Il paraît étonnant que l'on ait bâti une théorie juridique sur ce qui n'est qu'un mode d'utilisation du sol ; il paraît encore plus étonnant que l'on ait affirmé un droit éminent de l'État et ainsi justifié un cantonnement repris partiellement par la loi du 26 juillet 1873. Pour nous, il ne s'agit que d'un mode extensif de faire-valoir en climat semi-aride par des groupes peu nombreux disposant de vastes territoires aux limites incertaines. Les parties les plus ingrates étaient abandonnées au parcours commun, les parties cultivables étaient dispersées et retournaient au parcours après épuisement. Chacun, selon ses moyens de culture, et avec l'accord des autres chefs de famille, mettait en culture telle ou telle parcelle. Évidemment, en dehors des parcelles constamment irriguées, on conçoit mal des transactions et même des successions classiques, chaque chef de famille a simplement voix au chapitre, droit à la terre et au parcours.
- 34 Cette utilisation du sol peut encore se rencontrer dans des régions où la pluviométrie (350-400 mm) est suffisante pour une mise en valeur permanente des mêmes parcelles mais où la population, de fixation récente, a des activités surtout pastorales. À l'intérieur de ces groupes, on glisse facilement à l'occupation permanente donc à l'appropriation familiale ou individuelle et force est aux commissions de reconnaître que la terre est possédée comme un bien *melk* et que la constitution de la propriété individuelle ne sera que la simple constatation de l'état des choses existant.
- 35 Le classement en terre *arch* ou collective de culture a permis à certains groupes de garder leur cohésion en rendant plus difficile l'aliénation des terres et la pénétration de la colonisation mais il complique aussi le problème foncier au Maghreb. Malgré de nombreuses enquêtes totales ou partielles cette catégorie comprend encore de vastes surfaces.
- 36 Si l'on s'en tient aux décrets publiés et aux douars constitués, la répartition en groupes est la suivante :

Superficie totale : 1 317 770 ha

Melk	990 430 ha	(75,80 %)
Collectifs de culture	51 900 ha	(3,90 %)
Communaux	77 320 ha	(5,90 %)
Domaine de l'État	159 310 ha	(12,10 %)
Domaine public	29 810 ha	(2,30 %)

- 37 La précision de ces chiffres ne doit pas faire illusion. Les opérations topographiques sont insuffisantes et la plupart des surfaces seront rectifiées au cours d'opérations postérieures. Cette remarque s'applique aussi aux statistiques que donnent les dossiers sur la population et les ressources de chaque tribu.

## L'évolution démographique économique et sociale au moment de l'application du Sénatus-Consulte

- 38 La crise des années 1866 à 1868 bouleverse profondément l'Algérie. Le Sénatus-Consulte ne peut pas être rendu responsable d'une crise provoquée par une succession de calamités naturelles entraînant famine et épidémies. Ses effets n'ont pu être amortis en raison de la désagrégation de l'économie et de la société traditionnelles depuis les débuts de la pénétration coloniale et en raison de l'absence de structures de remplacement.
- 39 L'hétérogénéité de nos renseignements et le caractère souvent fantaisiste du dénombrement de 1866 nous empêchent de bien cerner les conséquences démographiques de la crise. On peut cependant affirmer une diminution d'ensemble mais variable suivant les régions, les plus touchées étant les plus méridionales et particulièrement le Titteri ; un repli vers le Nord et les régions relativement épargnées ; une très nette surmortalité des moins de 15 ans. Les densités, relativement modérées, sont encore affaiblies. Elles se situent généralement entre 20 et 30 habitants au Km<sup>2</sup> mais atteignent 156 (Beni Iraten) dans la Grande-Kabylie depuis longtemps surpeuplée. On peut ainsi constater localement l'effet de refoulement opéré par la création de centres de colonisation. Les tribus voisines d'Aumale ou de la Mitidja ont été ainsi gonflées. Cette charge modérée du sol et le très faible essor démographique, souvent remis en cause par des épidémies, permettaient des modes extensifs de mise en valeur et rendaient l'indivision très supportable.
- 40 La crise a été si profonde que la reprise est lente à se dessiner ; en 1869 les tribus les plus touchées vivent encore ses effets. La réduction des troupeaux, des emblavures, se répercute sur les années suivantes (il faut environ 4 ans pour qu'un troupeau de moutons détruit à 60 % se reconstitue). Les sommes perçues au titre des impôts *achour* et *zekkat* subissent des baisses accusées. Les chiffres de 1867 à 1869 sont inférieurs de la moitié ou des deux tiers à la moyenne des cinq années précédentes.
- 41 Bien entendu, cette crise s'est répercutée sur l'appropriation foncière et on constate une multiplication des ventes définitives et surtout des ventes à réméré ou des mises en gage à long terme (*tsenia*, *rahnia*) qui permettent de tourner l'interdiction coranique du prêt à intérêt en aliénant temporairement une terre comme gage d'un emprunt, ses fruits servant d'intérêt au créancier ou rahniaire. Celui-ci jouit de la terre jusqu'au remboursement dont la date n'est pas toujours stipulée. Ces formes d'aliénation s'étaient développées avec l'introduction de l'économie monétaire, (les difficultés résultant des guerres, des razzias, etc.) et jointes à la crise elles provoquent localement des transferts de propriété. Les dossiers sont muets sur les prêts usuraires consentis par des citoyens, mais dont l'importance est attestée par le décret impérial de 1866 et les ventes en justice après saisie qui ont suivi la chute de l'Empire.
- 42 La crise prolongée des années 1866-1868 est le signe de la rupture d'un équilibre dont nous avons cru pouvoir affirmer l'existence vers 1830. Il est bien évident que cet

équilibre était précaire et que l'absence de tout perfectionnement agricole le rendait particulièrement vulnérable. Il se situait le plus souvent au niveau de l'autoconsommation familiale et de l'autarcie régionale. La rupture des cadres traditionnels, l'affaiblissement des formes de solidarité, même s'il ne s'agissait que de liens de clientèle, ont aggravé les effets de la crise.

- 43 Ce sont donc surtout les conséquences directes ou indirectes de la colonisation qui remettent en question cet équilibre par les désordres et les conflits qu'elle a provoqués, par l'occupation des plaines littorales, par la création de centres qui limitent les terres cultivées et empiètent sur les terrains de transhumance. Le Sénatus-Consulte apporte sa contribution à cette œuvre de désagrégation en achevant la rupture des grands ensembles (confédérations, tribus). En figeant les parcours et en enlevant aux *fellah* l'usage des forêts, il a certainement des conséquences sur le niveau des ressources, sur l'équilibre agro-pastoral, sur le déclin des solidarités tribales et des pratiques communautaires, sur le renforcement (mais aussi le rétrécissement) d'une oligarchie parmi laquelle se recrutent notables de la *djemaa* et chefs investis. Plus rares encore seront les tribus aisées et les riches paysans car l'espace agricole se réduit sans qu'il y ait pour autant intensification des cultures.
- 44 Pourtant on ne peut porter un jugement trop sévère sur le Sénatus-Consulte de 1863 resté inachevé. Relativement aux mesures foncières qui l'ont précédé (ordonnance de 1846, cantonnement) et qui l'ont suivi (lois de 1873 et 1887) il apparaît moins spoliateur dans son essence et plus soucieux dans son application de comprendre la société qu'il contribue à désagréger.

---

## NOTES

1. André Nouschi, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919. Essai d'histoire contemporaine et sociale*, Paris, PUF, 1961 ; Xavier Yacono, *La colonisation des plaines du Chélif (de Lavignerie au confluent de la Mina)*, Alger, Imbert, 1955.
2. Napoléon Lacroix, « Les groupements indigènes de la commune mixte du Djendel au moment de l'établissement du Sénatus-Consulte de 1863 », *Revue Africaine*, n° 275, 1909, p. 311-397.
3. Daho Djerbal, *Le processus de colonisation et les mutations de la propriété foncière dans la commune mixte de Mascara (1860-1914)*, mémoire de DES, Université d'Alger, 1970 ; Jean Beauvillain, *Les hautes plaines algéroises autour de Sidi-Aïssa*, Mémoire de maîtrise, Université de Saint-Etienne, 1971 ; Djilali Sari, *Trois villes précoloniales de l'Algérie Occidentale : Nedroma, Mazouna, Kalaa*, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université d'Alger, 1969 ; Ingo Speidel, *Aspects des structures sociales dans l'arrondissement de Tablat*, mémoire de DES, Université d'Alger, 1967.
4. La liste des tribus soumises au Sénatus-Consulte et qui ont fait l'objet de décrets de délimitation et de répartition figure dans Robert Estoublon et Adolphe Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, t. 1 (1880-1895), Alger, Jourdan, 1896, p. 280-288.
5. Les cantonnements ont été étudiés par Xavier Yacono, *Les bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigène dans l'Ouest du Tell algérois (Dahra, Chélif, Ouarsenis, Sersou)*, Paris, Larose, 1953, p. 173-209.

6. Quelques dossiers renferment cependant des historiques très fouillés voire érudits ; par exemple, ceux concernant les Béni Slimane de Tablat et, dans une moindre mesure, les Zenakha-Maoucha, les Flisset oum Ellil et la plupart des tribus *maghzen*.
7. Le rite malékite a été étudié par de nombreux juristes français et en ce qui concerne la propriété foncière par Maurice Pouyane, *La propriété foncière en Algérie*, Alger, Jourdan, 1900.
8. Toute une école de juristes et certains historiens en nient l'existence. La mise au point la plus récente et la plus claire sur ce point a été faite par Charles-Robert Ageron, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*, Paris, PUF, 1968, p. 67-68.
9. Le plus bel exemple en est fourni par les ordonnances de 1844-1846 d'autant plus que la production des titres était assortie d'exigences sans aucun rapport avec les coutumes de l'Algérie précoloniale ; pour être reconnus valables ils « devaient remonter avec date certaine à une époque antérieure au 5 juillet 1830 et constater la situation, la contenance et les limites de l'immeuble ».
10. Article 1 du Sénatus-Consulte : « Les tribus de l'Algérie sont déclarées propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle, à quelque titre que ce soit ».
11. André Nouschi, « Notes sur la vie traditionnelle des populations forestières algériennes », *Annales de géographie*, vol. 68, n° 370, 1959, p. 525-535.
12. L'intégrité de la propriété familiale est déjà défendue par l'exercice du droit de *chefaa* qui permet à un copropriétaire, (parfois même à un voisin), de racheter l'acquisition qu'un étranger vient de faire.
13. À ce mode de vie correspond souvent un double habitat : le gourbi l'hiver, la tente l'été.
14. Ces trois exemples ne sont pas absolument probants car les Sbahia sont des métayers au service de propriétaires de Miliana ou d'Alger et les deux autres tribus ont en 1863 subi les incidences de la colonisation (perte de la terre domaniale de Bordj Menaïel, création du Centre d'Aumale). Cependant leur composition sociale est proche de celle établie par Xavier Yacono, *La colonisation des Plaines du Chéelif...*, op. cit., p. 213, pour trois tribus de l'Oranie.
15. Hildebert Isnard, *La réorganisation de la propriété rurale dans la Mitidja. Ordonnance royale du 21 juillet 1846 et Commission des transactions et partages, 1851-1867. Ses conséquences sur la vie indigène*, Alger, Joyeux, 1950.
16. Le déroulement des opérations est décrit par Émilie Larcher et Georges Rectenwald, *Traité élémentaire de législation algérienne*, t. 3, Paris, Libraire Arthur Rousseau, 1923, p. 65-73.
17. Comte de Casabianca, *Rapport fait au nom de la commission du Sénat*, 8 avril 1863.
18. Charles Robert Ageron, *Les Algériens musulmans...*, op. cit.
19. D'importants incendies, notamment en 1864-1865, renforcèrent la conviction des commissions dans le bien-fondé de leur action.
20. René Eugène Passeron, *Les grandes sociétés de la colonisation de l'Afrique du Nord*, Alger, Imprimerie LaTypoLitho, 1925.
21. Ce décret déclare insaisissables, pour dettes antérieures, les terres constituées en propriété individuelle en vertu du Sénatus-Consulte.
22. Notamment : Louis Abadie, *Essai sur la constitution de la propriété individuelle*, Constantine, Imprimerie Marle, 1882 ; Louis Boyer-Banse, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville : essai de monographie économique algérienne*, Orléansville, Carbonel, 1902 ; Auguste Warnier, *Cahiers Algériens*, Alger, Duclaux, 1870 ; Le Hon (Comte), *Enquête agricole. Algérie*, Paris, Imprimerie Nationale, 1870.

---

## RÉSUMÉS

Le texte, par le biais d'études approfondies des archives et de consultations de dossiers de 96 tribus algériennes, se propose d'analyser l'état de la propriété foncière et de la société rurale dans la province d'Alger au début de la colonisation et ses modifications lors de l'application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863.

Through an in-depth study of the archive and files of 96 Algerian tribes, this paper analyzes land ownership and the state of rural society in the province of Algiers in the early days of colonization, and its evolution due to the implementation of the Senatus- Consultum of April 22<sup>nd</sup> 1863.

## INDEX

**Keywords :** Algeria, Senatus-Consultum, colonization, Mediterranean, Second Empire

**Mots-clés :** Algérie, Sénatus-Consulte, colonisation, Méditerranée, Second Empire